ÉDITORIAL

L'avenir de l'oncologie médicale française est en *danger*

D. Serin¹, S. Culine², J. Gligorov³, I. Krakowski⁴, P. Marti⁵, M. Schneider⁶, M. Spielmann⁷

¹Institut Sainte-Catherine, chemin du Lavarin, BP 846, F-84086 Avignon cedex 02, France

²Service d'oncologie médicale, hôpital Henri-Mondor, F-94010 Créteil cedex, France

³Service d'oncologie médicale-APREC, APHP Tenon, 4, rue de la Chine, F-75970 Paris cedex 20, France

⁴Centre Alexis-Vautrin, F-54511 Vandœuvre-lès-Nancy cedex, France

⁵Service d'oncologie, centre hospitalier Draguignan, F-83300 Draguignan, France

⁶Centre Antoine-Lacassagne, 33, avenue de Valombrese, F-06189 Nice cedex 02, France

⁷Service d'oncologie médicale, institut Gustave-Roussy, 39, rue Camille-Desmoulins, F-94805 Villejuif, France

Correspondance : d.serin@isc84.org

Chers amis oncologues,

L'oncologie médicale est un métier indispensable, l'oncologie médicale française est réellement sinistrée, l'oncologie médicale française est en danger.

Ce constat n'est pas neuf. Le précédent Plan Cancer 2003-2007 avait déjà envisagé des solutions pour pallier le déficit démographique colossal auquel l'oncologie médicale française est confrontée. Ces propositions n'ont été que très partiellement appliquées, et aujourd'hui, bien plus qu'hier, l'oncologie médicale française continue de souffrir du manque d'oncologues. Elle souffrira encore plus dans les années à venir non pas de son manque de qualité, mais bien entendu de son manque d'effectifs. La comparaison des chiffres, entre la France et les autres pays européens et les États-Unis, montre que, d'ici peu, les malades français seront parmi les plus démunis en termes de présence médicale oncologique.

Il y a donc un vrai paradoxe, une vraie contradiction, à traduire dans les faits une priorité d'accès aux médicaments innovants et souvent très coûteux en cancérologie et à délaisser le métier qui est censé les prescrire et en assurer le bon emploi auprès des patients comme auprès du pays.

Alors, au moment où le nouveau Plan Cancer est en cours de rédaction sur le socle des propositions faites par le Pr Jean-Pierre Grünfeld, nous avons voulu interpeller les politiques et les mettre face à leurs responsabilités.

Les mesures techniques à mettre en place sont connues, elles ne coûtent rien, elles sont fortement incitatives à des comportements vertueux. Alors, pourquoi faut-il encore attendre pour que ces mesures plus organisationnelles que financières soient mises en œuvre ?

Nous avons donc lancé un appel à la plus haute autorité de l'État afin que ce nouvel élan que le président souhaite donner à la cancérologie française ne fasse pas l'impasse sur l'avenir de l'oncologie médicale en France. Les responsables politiques et administratifs ne pourront pas dire qu'ils n'étaient pas au courant et que de toute façon les médecins sont ingérables.

Nous, citoyens et ci-devant oncologues, nous mettons les politiques face à des choix dont ils seront responsables devant la nation et devant les malades présents et à venir comme devant leurs proches.

Chers amis oncologues unissez-vous !